

Laos, lui demandant son avis sur la possibilité de louer des Laotiens le matériel nécessaire, afin que la Commission puisse accomplir son travail. Nous avons reçu le lundi 19 juin, une réponse que la Chambre lira avec intérêt, je crois. Cette réponse montre clairement quels sont les obstacles auxquels la Commission doit faire face au Laos, à cause du refus des coprésidents de fournir le matériel suffisant. Incidemment, quand je critique les coprésidents, en réalité je critique l'Union soviétique, car, depuis le début, les Britanniques se sont montrés disposés à faire en sorte que ce matériel soit fourni, mais ils ne peuvent, à eux seuls, prendre la décision. Il faut que ce soit une décision conjointe des deux coprésidents. La réponse canadienne du Laos était la seule qui avait été reçue quand j'ai quitté Genève hier matin.

Avant-hier, j'ai fait une autre déclaration sur la nécessité absolue de fournir ce matériel, et ma déclaration a été appuyée de façon très utile par le représentant de la France, et par le gouverneur Averell Harriman, représentant des États-Unis, et par le très honorable Malcolm Macdonald, chef de la délégation britannique, dont l'appui s'est révélé particulièrement important, vu que c'est l'un des deux coprésidents de la conférence.

Entre temps, les trois princes du Laos, le prince Boun Oum, premier ministre du gouvernement reconnu par les États-Unis et la Grande-Bretagne, le prince Souphanouvong, chef du Pathet Lao et qui représente les communistes, et le prince Souvanna Phouma, qu'on dit neutraliste, se sont réunis à Zurich, en Suisse. Leurs pourparlers auraient accusé un peu de progrès. Le communiqué de ce matin est encourageant bien qu'il soit rédigé en termes généraux de sorte que la Chambre ne peut guère s'attendre à ce qu'une entente finale et décisive intervienne entre les trois princes demain, après-demain ou d'ici quel-que temps.

J'ai bien peur que l'Union soviétique ne tienne pas réellement à ce que la Commission du Laos travaille de façon efficace. C'est ce que je conclus des observations de ses délégués et de leurs décisions concernant les demandes de l'équipement. En refusant d'équiper la commission ou en retardant la fourniture de l'équipement nécessaire, on paralyse la commission. Cet état de choses n'est guère encourageant.

La tâche que le Canada a entreprise en tant que membre de la Commission de contrôle de la trêve entraîne des frais énormes. Les représentants du ministère de la Défense nationale et du secrétariat d'État aux Affaires extérieures au Laos font un excellent travail dans des conditions extrêmement difficiles. Je crois que les travaux de la Commission sont extrêmement importants. Il se pourrait qu'elle

soit le moyen d'empêcher les événements actuels dans ce pays du Sud-Ouest asiatique de dégénérer en une troisième guerre mondiale. De toute façon, l'existence de la Commission et le fait que la conférence s'est réunie à Genève ont, j'en suis sûr, grandement diminué les combats véritables au Laos. Le conflit n'est pas complètement terminé, mais, à mon avis, il y aurait eu beaucoup plus d'engagements si la Commission n'avait pas été formée et si la conférence n'avait pas eu lieu.

Le Canada fera tout ce qu'il pourra pour aider. Je suis sûr que tous les députés appuieront les efforts de la délégation canadienne en ce sens. Nous sommes très bien représentés. Le président de notre délégation est M. Chester A. Ronning, haut commissaire du Canada en Inde. Il est né en Chine et parle le chinois. De fait, il a fait ses études avec un ou deux des délégués chinois et peut beaucoup aider dans les délibérations de la conférence. Nous sommes également représentés par M. Paul Bridle, notre ambassadeur en Turquie qui a été pendant un an commissaire au Laos. Le troisième délégué est M. Ralph Collins, ancien chef de notre division de l'Extrême Orient à Ottawa. M. Collins aussi est né en Extrême Orient. Nous recevons également une excellente aide du brigadier George Leech, du ministère de la Défense nationale, qui a été membre de la commission canadienne pour le Sud Viet-nam. Ces Canadiens ne travaillent pas à Genève dans ce qu'on pourrait appeler une atmosphère de vacances et je crois qu'ils rendent un bien grand service à notre pays. Je suis heureux de pouvoir leur rendre cet hommage aujourd'hui.

M. l'Orateur: Avant d'accorder la parole à l'honorable député d'Essex-Est, je désire demander l'assentiment de la Chambre pour faire publier en appendice au hansard les documents dont a parlé le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre veut-il déposer les documents? Entendu?

Des voix: Entendu.

[*Note de l'éditeur: Voir à l'appendice le texte des documents en question.*]

L'hon. Paul Martin (Essex-Est): Monsieur l'Orateur, je me fais sans doute l'écho de tous les députés en observant à ce stade-ci qu'une fois de plus nous sommes heureux d'accueillir le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui nous revient d'une importante conférence internationale. Que l'occasion nous en ait été donnée à trois reprises, pendant la présente session, fait ressortir la solidarité qui caractérise le monde d'aujourd'hui et l'importance que prend notre pays dans ce monde rétréci.